



François Hollande recevra le 8 avril le dictateur congolais Denis Sassou Nguesso. Le temps où l'élection de François Hollande devait être une « *mauvaise nouvelle pour les dictateurs* » [1] est définitivement révolu, de même que les promesses de fin de la Françafrique dont le soutien aux dictatures des anciennes colonies demeure l'essence. Un an après sa réception par Nicolas Sarkozy, cette nouvelle visite du président congolais montre la proximité de ce régime criminel avec les plus hautes autorités françaises, et ce quelle que soit leur appartenance politique.

Denis Sassou Nguesso est revenu au pouvoir en 1997 dans le sang de la population congolaise, avec l'appui avéré de Elf et des autorités françaises de l'époque. Alors que l'on

s'apprête à commémorer le 19ème anniversaire du génocide des Tutsi du Rwanda, il convient également de rappeler que cette prise de pouvoir s'est aussi faite avec la participation d'un certain nombre d'ex-FAR (Forces Armées Rwandaises) et d'Interahamwe, qui sont les groupes qui ont commis le génocide. Parmi la série de massacres commis par les milices de Sassou Nguesso au cours de cette guerre civile pour prendre le pouvoir et de la répression qui s'en est suivie, un épisode est toujours en procédure devant la justice française : l'affaire des « *disparus du Beach*

» [2]. Denis Sassou Nguesso est aussi parmi les chefs d'État visés par la procédure judiciaire sur les «

Biens Mal Acquis

». Cette affaire met en lumière le patrimoine considérable acquis grâce aux détournements de fonds publics, avec la complicité d'acteurs français.

Le règne de Sassou Nguesso se caractérise par le crime, la corruption, la violation des droits humains, le détournement des ressources du pays au profit du clan présidentiel. Dernièrement, un rapport de l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH), suite à une enquête réalisée entre 2010 et 2012 avec l'appui financier de l'Union européenne (UE) dans six des douze départements du Congo, concluait que la torture y est pratiquée de « *façon systématique et partout* » « (...) *dans les lieux de détention officiels (...)*

» et «

(...) plusieurs cas sont suivis de meurtre

». Cela n'empêche pas l'Ambassade de France d'afficher ostensiblement sur son site que « *la France entretient depuis toujours des relations privilégiées de coopération avec la République du Congo et se place aujourd'hui au premier rang des bailleurs de fonds bilatéraux présents dans le pays.*

». Cela ne semble pas non plus déranger le président français qui viole une nouvelle fois ses promesses de campagne en recevant le despote congolais. Déjà, lors des élections législatives l'été dernier, la France n'avait émis aucune objection au déroulement d'un scrutin législatif pourtant caractérisé par une participation de seulement 15% et la dénonciation de « *flagrantes irrégularités*

» par l'opposition.

Il est probable que M. Hollande ou Fabius promettent encore "*de faire avancer la question de la démocratie et des droits humains*

" lors de cette rencontre, comme par exemple lors de la réception du dictateur Ali Bongo en juillet 2012, ou celle d'Idriss Déby le 5 décembre 2012. En réalité, une telle visite est une victoire pour le dictateur et son entourage qui ne cachent pas leur satisfaction. Il sera probablement question des ennuis judiciaires du clan présidentiel en France, mais aussi de business. Une rencontre est d'ailleurs prévue entre le dictateur et des patrons français. Comme l'a dit cyniquement le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, chantre de la *diplomatie économique*

à la française [3] interrogé sur une éventuelle rupture dans les pratiques franco-africaines,

« *la question n'est pas de savoir s'il faut ou non rompre avec nos prédécesseurs, mais de conduire la politique qui est bonne pour la France* »

. La France continue par l'entremise de son Président et de son ministre des affaires étrangères à consolider ses intérêts économiques en Afrique au détriment de ceux des peuples africains.

Nous invitons celles et ceux qui souhaitent s'élever contre la légitimation du régime congolais par le président et le gouvernement français à s'associer à la manifestation le 8 avril à 14h, métro Saint-Philippe du Roule.

[1] Meeting de campagne du candidat Hollande à Bercy le 29 avril 2012

[2] La FCD, la FIDH et Survie notamment sont parties civiles de cette procédure. On estime que 353 personnes auraient disparu lors de cet événement.

[3] Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la diplomatie économique, à Paris le 18 janvier 2013.

Source : <http://survie.org/>